

Emploi et chômage

En raison de la crise sanitaire et du premier confinement de la population (du 17 mars au 10 mai), l'emploi salarié a chuté de près de 700 000 en France au premier semestre 2020. Il a rebondi vigoureusement au troisième trimestre (+400 000 environ), mais en ne compensant qu'en partie les pertes du début d'année. Au quatrième trimestre, l'aggravation de la situation sanitaire et les mesures prises pour y faire face, notamment le deuxième confinement à compter du 30 octobre, se traduiraient par un nouveau recul de l'emploi salarié (environ -300 000). À la fin de l'année 2020, il y aurait ainsi près de 600 000 emplois salariés de moins qu'à la fin de l'année précédente.

Près de 700 000 destructions nettes d'emploi salarié au premier semestre 2020 : un confinement général mais des différences sectorielles importantes

Au premier semestre 2020, l'emploi salarié en France (hors Mayotte) a chuté de 697 000, soit -2,7 % par rapport à la fin 2019, annulant les créations nettes d'emplois cumulées depuis début 2017.

L'ampleur de la baisse initiale en mars a varié suivant les secteurs : l'emploi salarié (y compris intérim) a baissé fortement dans la construction, moins dans l'industrie et le tertiaire marchand et a mieux résisté dans le tertiaire non marchand (qui comprend l'essentiel de la fonction publique). Dans les mois suivants, le rebond dans la construction a été particulièrement vigoureux et fin septembre, l'emploi salarié dans la construction a rejoint son niveau d'avant-crise (tableau 1).

L'hétérogénéité de la chute initiale de l'emploi salarié dans chaque secteur reflète avant tout celle du choc sur l'activité économique. Ainsi, fin mars, l'emploi salarié a baissé trois fois plus dans la construction que dans le tertiaire marchand, mais l'activité avait également baissé davantage.

En nombre, le tertiaire marchand qui représente près d'un emploi salarié sur deux, a concentré le plus de destructions d'emplois au premier semestre (-432 000 entre fin 2019 et mi-2020). La baisse est particulièrement marquée dans l'hébergement-restauration (-145 000 emplois sur le semestre) et les services aux ménages (-80 000), qui ont été directement concernés par les mesures de restrictions d'activité mises en place pendant le premier confinement.

De manière générale, la chute initiale de l'emploi salarié (-3,1 % en moyenne au deuxième trimestre 2020 par rapport au dernier trimestre 2019) a été beaucoup plus modérée que celle de l'activité (-18,8 % sur la même période) : cette rétention de main-d'œuvre a été en grande partie permise par le dispositif d'activité partielle, qui a concerné jusqu'à un salarié sur trois en avril.

Dans chaque secteur, l'ajustement de l'emploi à l'activité est passé par divers canaux : le gel complet ou partiel des embauches en CDI et CDD, le non-renouvellement des CDD à échéance ainsi que la baisse du recours à l'intérim. Le taux de recours à l'intérim, qui est structurellement plus élevé dans la construction (environ 10 % de l'emploi salarié du secteur) a ainsi chuté en mars et avril, et explique à lui seul la quasi-totalité des variations de l'emploi dans ce secteur (graphique 1). Dans le tertiaire marchand, où le recours à l'intérim est beaucoup moins fréquent, ce sont les CDD qui ont supporté l'ajustement de l'emploi.

L'emploi rechuterait avec le deuxième confinement

Au troisième trimestre 2020, l'emploi salarié a fortement rebondi (+401 000 emplois) (tableau 2). Il est néanmoins resté, fin septembre 2020, au-dessous de son niveau d'avant-crise (-296 000 par rapport à fin 2019), retrouvant un niveau comparable à celui de fin 2018. L'emploi salarié (y compris intérim) a particulièrement

Tableau 1 - Emploi salarié en écart par rapport à la fin 2019

écart au niveau de fin 2019 en %, données CVS

	Fin mars	Fin juin	Fin septembre
Industrie	-3,6	-3,7	-2,4
Construction	-6,2	-2,6	0,3
Tertiaire marchand	-2,0	-3,6	-2,0
Tertiaire non marchand	-0,3	-1,1	0,4
Ensemble	-1,9	-2,7	-1,2

Lecture : Fin juin l'emploi salarié était inférieur de 2,7 % à son niveau de fin 2019.

Note : Dans ce tableau, les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur où ils réalisent leur mission.

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee

Conjoncture française

rebondi dans le tertiaire marchand (+193 000) et l'industrie (+44 000), après deux trimestres de baisse. Dans les services non marchands, l'emploi s'est également redressé (+118 000), ce rebond provenant essentiellement de la reprise des embauches dans la fonction publique, qui avaient été en partie gelées au trimestre précédent. Enfin, l'emploi est resté dynamique dans la construction (+47 000), qui avait commencé à se redresser dès le deuxième trimestre.

Au quatrième trimestre 2020, l'emploi salarié chuterait à nouveau (-301 000) sous l'effet de l'aggravation de la situation sanitaire et du renforcement des mesures de restrictions, en particulier le deuxième confinement entré en vigueur le 30 octobre. La chute de l'activité économique qui en résulterait serait de moindre ampleur que celle du printemps, et encore plus concentrée dans certains secteurs, en particulier du tertiaire marchand. Le lien activité-emploi serait, à très court terme, comparable à celui observé au printemps, avec notamment de nouveaux recours

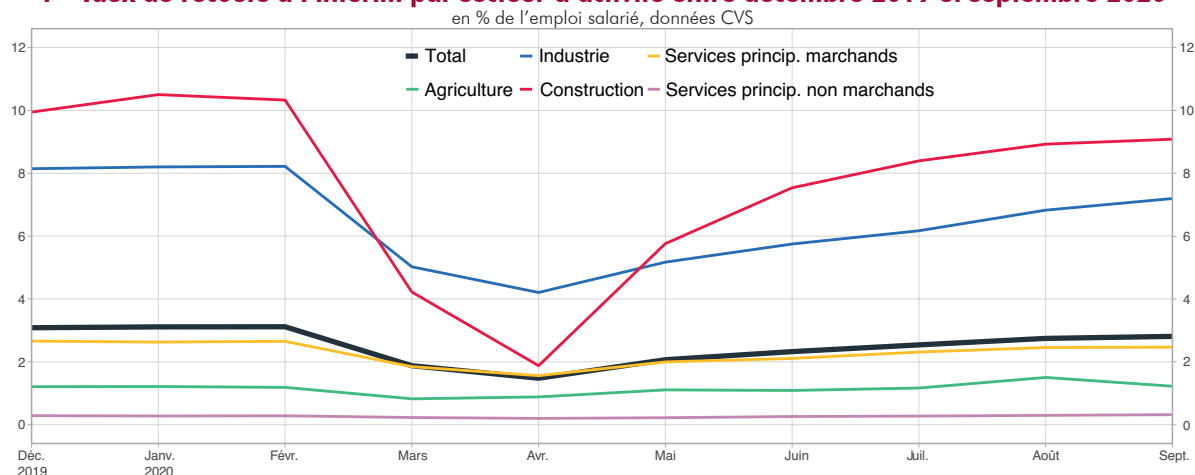
massifs au dispositif d'activité partielle dans les secteurs les plus affectés. Entre fin 2019 et fin 2020, 597 000 emplois salariés auraient donc été détruits, soit 2,3 % du niveau d'avant-crise.

Cette prévision révisé donc à la hausse (+130 000) celle publiée dans la Note de conjoncture du 6 octobre 2020. En effet, la situation générale en fin d'année est certes plus dégradée qu'anticipée (deuxième confinement) mais à l'inverse le rebond de l'emploi salarié au troisième trimestre a été nettement plus important que prévu.

L'emploi total (salarié et non-salarié) baisserait de près de 700 000 en un an

Sur l'année 2020, l'emploi non-salarié baisserait au même rythme que l'emploi salarié, ce qui porterait au total les destructions nettes d'emplois (salariés et non-salariés) à 691 000 fin 2020 par rapport à fin 2019.

1 - Taux de recours à l'intérim par secteur d'activité entre décembre 2019 et septembre 2020



Lecture : l'intérim représentait 9,1 % de l'emploi salarié dans le secteur de la construction en septembre 2020.

Champ : France (hors Mayotte).

Sources : Dares pour l'intérim par secteur Insee, calculs Insee

Tableau 2 - Évolution de l'emploi salarié

en milliers, CVS, en fin de période

	2020					
	Évolution sur 3 mois				Évolution annuelle	
	T1	T2	T3	T4	milliers	%
Agriculture	-4	-5	0	4	-5	-1,7
Industrie	-124	-3	44	-13	-96	-2,8
Construction	-98	56	47	-16	-11	-0,7
Tertiaire marchand	-245	-187	193	-245	-484	-4,0
Transports	-50	1	23	-15	-40	-2,6
Hébergement-restauration	-61	-83	57	-113	-201	-17,3
Services aux entreprises	-38	-32	30	-50	-90	-3,1
Services aux ménages (dont culture et loisirs)	-40	-40	44	-35	-71	-5,4
Tertiaire non marchand	-21	-66	118	-31	-1	0,0
Ensemble	-493	-204	401	-301	-597	-2,3

Prévisions

Note : dans ce tableau, les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur où ils réalisent leur mission.

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee

Le taux de chômage retomberait à 8,0 % à la fin de l'année mais le halo autour du chômage augmenterait fortement

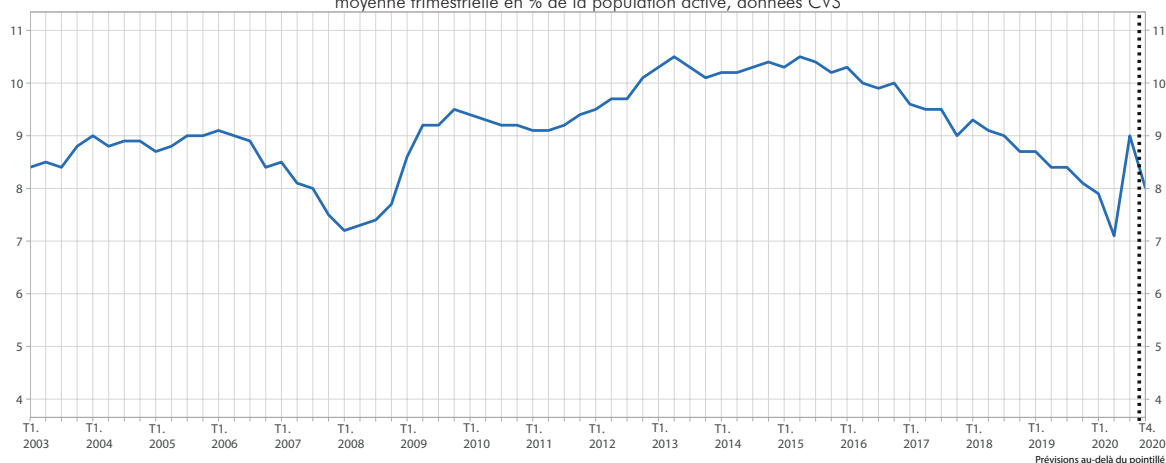
Le taux de chômage a baissé fortement au deuxième trimestre avant de rebondir au troisième (graphique 2). Cette baisse, peu intuitive alors que le nombre de personnes sans emploi a fortement augmenté dès la fin du premier trimestre, s'explique par le fait qu'un grand nombre de personnes sans emploi ont interrompu leurs recherches pendant le premier confinement, sortant ainsi du marché du travail au sens du BIT et basculant du chômage vers le « halo autour du chômage » (personnes sans emploi qui souhaitent travailler mais ne sont pas en recherche active et/ou ne sont pas disponibles). Ainsi, au deuxième trimestre, 6,0 % des individus âgés de 15 à 64 ans se trouvaient dans le halo, soit 1,9 point de plus qu'au trimestre précédent. Dans le même temps, le taux de chômage reculait de 0,7 point,

à 7,1 % de la population active. Avec la fin du confinement et la reprise d'un comportement habituel de recherche d'emploi, le taux de chômage a fortement augmenté au troisième trimestre, de 1,9 point à 9,0 %. C'est 0,9 point au-dessus de son niveau d'avant-crise sanitaire au quatrième trimestre 2019, reflétant la baisse de l'emploi sur la période.

Le deuxième confinement instauré le 30 octobre a limité à nouveau les possibilités d'emploi et donc les recherches d'emplois dans les secteurs les plus concernés par les restrictions d'activité (tourisme, culture). Cet effet serait plus limité qu'au printemps mais, compte tenu d'un emploi qui serait quasi stable en moyenne trimestrielle, serait suffisant pour entraîner une nouvelle baisse du taux de chômage (tableau 3). Le taux de chômage s'établirait ainsi à 8,0 % en fin d'année, retrouvant quasiment son niveau de la fin 2019. En contrepartie, le halo autour du chômage augmenterait fortement au quatrième trimestre. ■

2 - Taux de chômage au sens du BIT

moyenne trimestrielle en % de la population active, données CVS



Champ : France (hors Mayotte), population des ménages, personnes de 15 ans ou plus

Source : Insee, enquête Emploi

Tableau 3 - Évolutions de l'emploi, du chômage et de la population active

variation en moyenne trimestrielle en milliers, données CVS

	T1	T2	T3	T4	Glissement annuel au T4
Emploi (1)	-27	-790	312	-34	-539
<i>rappel : emploi en fin de période</i>	-515	-228	377	-325	-691
Chômage (2)	-82	-287	628	-340	-81
Population active = (1) + (2)	-109	-1077	940	-374	-620
<i>Population active tendancielle</i>	15	15	15	15	60
Variation du taux de chômage	-0,2	-0,8	1,9	-1,0	-0,1
Niveau du taux de chômage	7,9	7,1	9,0	8,0	

Prévisions

Lecture : entre le deuxième et le troisième trimestre, l'emploi augmente de 312 000 personnes en moyenne, le chômage de 628 000 et la population active de 940 000. Le taux de chômage augmente de 1,9 point et atteint 9,0 %.

Champ : France (hors Mayotte), personnes de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi, Estimations trimestrielles d'emploi